

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMBRE et MEUSE
- 54 rue des usines 59750 FEIGNIES
- Code AIOT dans GUN : 0007000715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé, notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE.

En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire, le liquidateur désigné étant Maître SOINNE.

À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire. Par conséquent, le liquidateur judiciaire est, au titre de la circulaire du 26/5/11 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilité – défaillance des responsables, reconnu non solvable alors qu'une intervention apparaît effectivement nécessaire compte tenu des impératifs de mise en sécurité.

Deux visites ont eu lieu en présence de l'inspection des installations classées et de l'ADEME pour évaluer les besoins de mise en sécurité du site en date du 20/04/2021 et du 19/07/2021. L'ADEME a établi un rapport de restitution des conditions techniques et financières préalable à l'intervention. Devant l'ampleur des besoins de mise en sécurité du site et face au potentiel de danger de pollution irréversible du site et du risque pour les populations avoisinantes, l'ADEME préconise une première intervention en urgence impérieuse.

Par courrier du 02 septembre 2021, Monsieur le préfet du Nord a sollicité l'accord du Ministère en charge de l'environnement sur cette intervention de l'ADEME, consistant en la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE, situé sur le territoire de la commune de FEIGNIES. Par courrier du 03 décembre 2021, le Ministère en charge de l'environnement a donné son accord pour une intervention de l'ADEME pour la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE. Les arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés par Mr le Préfet le 04 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Intervention ADEME – Etat du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site a été fortement dégradé depuis la dernière visite d'inspection.

Les opérations de ferrailage se sont poursuivies sur le site, malgré l'action de l'inspection des installations classées en janvier 2022. Cela a conduit à l'effondrement de plusieurs toitures. Cela engendre un risque pour l'intervention ADEME.

Le ferrailage a eu pour conséquence des déversements de produits chimiques, parfois non identifiés.

Compte tenu des nombreuses fosses, regards, circuits d'eau présents sur site, du bassin, des impacts hors site de ces déversements sont à craindre, avec potentiellement un risque sanitaire associé.

Il est possible d'accéder au site par de nombreux endroits : guérite, manque de clôture au niveau de la voie ferrée, bâtiments CAMVS ouverts. Des intrusions sont donc à craindre sur site.

Le site présente de nombreux risques :

- chute dans les fosses et les regards,
- risque d'effondrement des bâtiments,
- risque de coupure avec les vitres brisées,
- noyade dans les fosses remplies d'eau de pluie et de produits chimiques ou dans le bassin,
- intoxication (ingestion de terres contaminées aux produits chimiques par les enfants présents sur le site).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites
Evacuation des déchets	Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1	/	Lettre de suites préfectorale
Limitation d'accès	Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1	/	Lettre de suites préfectorale
Surveillance	Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1	/	Lettre de suites préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées tient à rappeler aux propriétaires du site qu'en application de la notion de « gardien de la chose » prévue à l'article 1384 du code civil, **le propriétaire d'un terrain reste civilement responsable des dommages que son bien peut causer aux tiers.**

Des risques immédiats existent (chute, noyade, coupure, intoxication, effondrement de bâtiment) mais l'état du site fait également craindre des risques chroniques (impact sur les eaux qui circulent sous le site).

Ainsi, l'inspection des installations classées tient à rappeler que l'ADEME est autorisée à engager les actions devant les tribunaux compétents pour recouvrir les sommes dépensées.

Lors de l'inspection, il a été mis en évidence la présence de jouets d'enfants, ce qui laisse à penser la présence régulière de personnes étrangères en site, dans un contexte de risques exposés précédemment.

Dans le cas présent, l'inaction des propriétaires a impliqué une dégradation de l'état du site depuis juillet 2021, date du rapport de restitution des conditions techniques et financières préalable à l'intervention. Trois nouvelles toitures se sont ainsi effondrées.

Les huisseries ont été vandalisées/volées ce qui génère un risque de coupure avec les vitres abîmées. Des produits chimiques ont été déversés, faisant craindre une pollution des sols et des eaux. De nouveaux déchets ont été apportés sur le site.

La clôture a été dégradée, permettant plus d'intrusion. Ces constats ne sont pas exhaustifs. Il en résulte que le coût de la mise en sécurité du site sera bien plus élevée que lors de l'estimation de juillet 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : Depuis la visite de janvier 2021, le site a été visité/occupé par des ferrailleurs. De nouveaux déchets ont été apportés, notamment des pneus. Plusieurs carcasses de véhicules sont également présentes dans un bâtiment. Certains déchets déjà présents sur le site ont été déplacés ou renversés, notamment des fûts et des GRV. De plus, des huisseries ont été démontées/cassées. Il y a donc désormais des déchets de verre au sol et des vitres cassées qui menacent de tomber, ce qui peut présenter un risque de coupure.
Observations : /
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale

Nom du point de contrôle : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Accès
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
Constats : Les accès du site ne sont pas sécurisés. En effet, le portail véhicule possède un cadenas. Cependant, la police nationale présente lors de la visite nous a informé que ce cadenas avait été posé par les personnes qui ont effectué le ferrailage du site au mois d'avril, de façon illégale. Un accès piéton est possible à gauche du portail véhicule : la clôture métallique a été détachée d'un poteau et tordue. De plus, les bâtiments de la CAMVS au Nord-Est du site qui servaient de clôture ont été démantelés : il reste au sol 3 rangs de parpaings mais les parois métalliques ont disparues. Un accès est donc possible depuis le chemin le long de la voie ferrée par ces bâtiments. Enfin, la clôture qui séparait l'ancienne décharge Manoir Industrie (59SIS05203) du site de Sambre et Meuse a disparu. Une intrusion est donc possible depuis la décharge mais également vers la décharge, terrain sur laquelle se situe <u>un étang, non protégé</u> . A la connaissance de l'inspection des installations classées, le site a été visité illégalement par des ferrailleurs en janvier et en avril 2022. L'action de l'inspection des installations classées avait permis en janvier 2022 de faire cesser ces opérations de ferrailage. En avril 2022, suite à l'agression des représentants de l'ADEME, un arrêté d'expulsion a été prononcé à l'encontre des personnes stationnés à l'entrée du site, ce qui a de nouveau permis de faire cesser le ferrailage du site. Cependant, l'inspection des installations classées tient à mentionner <u>la présence de jouets d'enfants sur le site</u> . Il apparaît donc que lors des opérations de ferrailage, des enfants sont présents sur le site. Or, <u>le site présente de nombreux risques</u> : <ul style="list-style-type: none">• <u>chute</u> dans des fosses ou des regards ouverts ou depuis les espaces en hauteur du site,• <u>coupure</u> (verre présent sur le site au sol et dans des huisseries endommagées, autres déchets),• <u>intoxication</u> avec les différents produits présents sur le site et dans les sols (ingestion de terre possible par de jeunes enfants),• <u>incendie</u>,• <u>effondrement de structure</u>,• <u>noyade</u> (dans les fosses ou le bassin).
Observations : /
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale

Nom du point de contrôle : Surveillance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Effets sur l'environnement
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Des déchets dangereux sont présents sur le site et ont été recensés lors de la restitution des conditions techniques et financières d'une intervention ADEME (13/07/2021). L'intervention ADEME n'ayant toujours pas démarré, ces déchets sont toujours présents sur le site. Les ferrailleurs (non autorisés) ont ainsi, volontairement ou non, déversé le contenu de certains de ces déchets sur le sol. Ainsi, les fûts bleus, qui contiennent du <u>diméthylethylamine</u> , étaient stockés sur palette, parfois filmée, lors de la visite de janvier 2022. Lors de la présente visite, certains de ces fûts sont au sol et présentent des traces d'impact. L'intégrité du contenant n'est plus assurée. Des taches sont présentes au sol à différents endroits du site et dégagent <u>des odeurs de produits chimiques et d'hydrocarbures</u> . Le sol, y compris dans les bâtiments, est en terre battue. La pollution du milieu est donc probable. Les différents <u>transformateurs au pyralène</u> identifiés sur le site ont disparu. Des déversements d'huile sont parfois visibles à l'emplacement des transformateurs. Dans l'un des bâtiments, en janvier 2022, il y avait des flacons de laboratoire contenant des produits chimiques, et notamment du <u>mercure liquide</u> . Lors de la présente visite, le stock de flacon n'est plus présent, les produits ont clairement été déversés sur le sol, taché de plusieurs couleurs, et des traces de mercures sont visibles. Le site est traversé par un important réseau hydraulique et la nappe est affleurante. Par conséquent, <u>on peut craindre une pollution de l'eau</u> circulant sous le site, du fait de la perméabilité des sols. De plus, les différentes fosses ayant accueilli les équipements industriels sont remplies de liquides colorés. Compte tenu des dégâts structurels liés à l'intervention des ferrailleurs, les bâtiments ne sont plus hors d'eau. On peut donc craindre le lessivage des sols et des pollutions par les eaux météoriques et donc la pollution des eaux superficielles et souterraines. <u>Il existe donc potentiellement un effet hors site de ces pollutions.</u>
Observations : /
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale